

catimini, à la place des positions prolétariennes, les conceptions principales de l'ennemi : de la social-démocratie, au sein des milieux révolutionnaires tout en proclamant l'action à tout prix pour une « course de vitesse » avec le fascisme.

Ainsi, pour ce qui est du problème de l'antifascisme, ce n'est pas seulement le mépris du travail théorique qui guide ses nombreux partisans, mais la sotte manie de créer et de répandre la confusion indispensable pour constituer un large front de résistance. Aucune délimitation préjudicielle afin de ne perdre aucun allié, aucune possibilité de lutte : voilà le mot d'ordre de l'antifascisme. Et nous voyons ici que, pour ce dernier, la confusion est idéalisée et considérée comme un élément de victoire. Nous rappelons qu'il y a plus d'un demi-siècle Marx disait à Weitling que l'ignorance n'a jamais servi le mouvement ouvrier.

Actuellement, au lieu d'établir les objectifs de la lutte, les moyens à mettre en œuvre, les programmes nécessaires, la quintessence suprême de la stratégie marxiste (Marx dirait de l'ignorance) est présentée ainsi : s'accrocher des adjectifs, dont le plus courant sera évidemment « léniniste », et révoquer à tout moment, et tellement hors propos, la situation de 1917 en Russie, l'attaque de septembre de Kornilov. Il fut, hélas ! un temps où les militants prolétariens avaient encore leur tête sur les épaules et où ils analysaient les expériences historiques. A ce moment, avant d'établir des analogies entre les situations de leur époque et ces expériences, ils recherchaient d'abord si un parallèle politique entre le passé et le présent était possible ; mais ce temps paraît révolu, surtout si l'on s'en tient à la phraséologie courante des groupes prolétariens.

Inutile, entend-on dire, d'établir la comparaison entre le tableau de la lutte des classes en 1917 en Russie, et la situation d'aujourd'hui des différents pays ; de même, inutile de voir si le rapport de force entre les classes d'alors présente certaines analogies avec aujourd'hui. La victoire d'Octobre 1917 est un fait historique, il n'y a donc qu'à copier la tactique des bolchéviks russes et surtout à en donner une très mauvaise copie, laquelle changera suivant les différents milieux qui interprètent ces événements sur la base de conceptions de principe opposées.

Mais qu'en Russie le capitalisme faisait, en 1917, ses premières expériences au pouvoir étatique, alors qu'à l'opposé le fascisme surgit d'un capitalisme qui détient le pouvoir depuis des décades, que, d'autre part, la situation volcanique et révolutionnaire de 1917 en Russie soit à l'opposé de la situation réactionnaire actuelle, cela n'inquiète nullement ceux qui s'intitulent aujourd'hui « léninistes ». Au contraire, leur admirable sérénité ne sera pas troublée par l'inquiétude de confronter les événements de 1917 avec la situation actuelle, en se basant sérieusement sur l'expérience italienne et allemande. Kornilov suffit à tout. Et la victoire de Mussolini et d'Hitler sera uniquement imputable à de prétendues déviations, effectuées par les partis communistes, par rapport à la tactique classique des bolchéviks en 1917, alors que par un jeu d'acrobaties politiques, on assimilera les deux situations opposées : la révolutionnaire et la réactionnaire.

Pour ce qui est de l'antifascisme, les considérations politiques n'entrent pas en jeu. Ce dernier se donne pour but de regrouper tous ceux qui sont menacés par l'attaque du fascisme en constituant un « syndicat des menacés ».

La social-démocratie dira aux radicaux-socialistes de veiller à leur propre sécurité et de prendre immédiatement des mesures de défense contre les menaces du fascisme : Herriot et Daladier pouvant, eux aussi, être victimes de la victoire de ce dernier. L. Blum ira même plus loin : il avertira solennellement Doumergue que s'il ne prend pas garde au fascisme, le sort de Brüning l'attend. Le centrisme, pour sa part, s'adressera « à la base socialiste » ou inversement la S.F.I.O. s'adressera au centrisme, afin de réaliser le front unique : socialistes et communistes étant menacés par l'attaque du fascisme. Il reste encore les bolchéviks-léninistes qui, dressés sur leurs ergots, proclameront avec grandiloquence être prêts à constituer un front de lutte en dehors de toute considération politique, sur la base d'une solidarité permanente entre toutes les formations « ouvrières » (?) contre les menées fascistes.

La considération qui anime toutes ces spéculations est certes très simple — trop simple pour être vraie — : rassembler tous les « menacés » animés d'un dé-

sir analogue d'échapper à la mort, dans un front commun antifasciste. Cependant, l'analyse la plus superficielle prouve que la simplicité idyllique de cette proposition cache, en réalité, l'abandon total des positions fondamentales du marxisme, la négation des expériences du passé et de la signification des événements actuels. Bien sûr, il est facile de clamer qu'Herriot a tort de faire partie du gouvernement issu de « l'émeute » du 6 février et qu'il devrait se souvenir qu'en Italie le libéral Amendola faisant partie du ministère qui transmet le pouvoir au fascisme, fut assassiné par ce dernier. Il est tout aussi facile d'affirmer qu'à Clermont-Ferrand, le parti radical-socialiste a fait acte de suicide en sanctionnant « la trêve des partis » : l'expérience allemande prouvant que la « trêve » de Brüning servit admirablement le fascisme qui n'épargna pas les partis démocratiques. Et, enfin, l'on pourrait, avec la même désinvolture, conclure en affirmant que les socialistes français, belges, doivent trouver dans les événements d'Allemagne et d'Autriche des enseignements définitifs pour les préserver d'une mort certaine et pratiquer, en réaction, une politique révolutionnaire. Les centristes devront, à leur tour, — toujours selon le même évangile — trouver dans le sort de Thaelman et les camps de concentration, le besoin d'abandonner la tactique « du front unique » visant non à la lutte de la classe ouvrière, mais à la « destruction du parti socialiste » pour revenir à une pratique « honnête » de ce dernier, comme le droitier et philo-social-démocrate Doriot le demande en s'appuyant sur les ouvriers de Saint-Denis et en canalisant, dans l'impasse de la confusion, leur désir de lutte et de réaction au centrisme.

Mais toutes ces considérations sur ce que radicaux, socialistes, centristes auront à faire pour sauvegarder leurs personnes et leurs institutions, tous les sermons prononcés « ex cathedra » à ce sujet, ne sont, en aucun cas, susceptibles de modifier le cours des situations, car le problème revient à ceci : **transformer radicaux, socialistes et centristes en des communistes, la lutte contre le fascisme ne pouvant s'établir que sur le front de la lutte pour la révolution prolétarienne.** Et, malgré les sermons, la social-démocratie belge n'en lancera pas moins ses plans de renflouement du capitalisme, n'hésitera pas à torpiller tous les conflits de classe, livrera, en un mot et sans hésiter, les syndicats au capitalisme. Doumergue, d'autre part, ne fera que recalquer Brüning, Blum suivra les traces de Bauer et Cachin celles de Thaelmann.

Encore une fois, nous le répétons, nous ne rechercherons pas, dans cet article, si l'axe de la situation en Belgique, en France, peut être comparé aux circonstances qui déterminèrent la montée et la victoire du fascisme en Italie et en Allemagne. Notre analogie porte surtout sur le fait que Doumergue recalque Brüning, au point de vue de la fonction qu'ils peuvent avoir dans deux pays capitalistes foncièrement différents, fonction qui consiste, comme pour Blum et pour Cachin, à immobiliser le prolétariat à désagréger sa conscience de classe et à permettre l'adaptation de son appareil étatique aux nouvelles circonstances de la lutte inter-impérialiste. Il y a de bonnes raisons pour croire qu'en France, particulièrement, l'expérience de Thiers, Clémenceau, Poincaré se répète sous l'expression de Doumergue, que nous assisterons à la concentration du capitalisme autour de ses formations de droite, sans que cela comporte l'étranglement des formations radicales socialistes et socialistes de la bourgeoisie. D'autre part, il est profondément erroné de baser la tactique prolétarienne sur des positions politiques que l'on fait découler d'une simple perspective.

Ainsi, le problème n'est pas d'affirmer : le fascisme est menaçant, dressons le front unique de l'antifascisme et des antifascistes, mais il faut, au contraire, déterminer les positions autour desquelles le prolétariat se rassemblera pour sa lutte contre le capitalisme. Poser le problème de la sorte, signifie exclure du front de lutte contre le capitalisme des forces antifascistes et même arriver à cette conclusion (qui pourrait sembler paradoxale) que s'il se vérifie une orientation définitive du capitalisme vers le fascisme, la condition du succès réside dans l'inaltérabilité du programme et des revendications de classe des ouvriers, alors que la condition de la défaite certaine consiste dans la dissolution du prolétariat dans le marais antifasciste.